

Premier bilan de l'initiative Digital Lëtzebuerg

Un feu d'artifice fédérateur

Superordinateur, internet des objets, 5G, cloud computing: nouvelle étape cruciale pour cette année

PAR THIERRY LABRO

Le «numérique» touche toutes les étapes de nos vies, des premières choses que l'on apprend jusqu'à ces futures plate-formes et solutions médicales pour adapter les soins de santé, enjeu majeur d'une société qui vieillit. Construire une approche transversale pour coordonner toutes les politiques qui touchent le numérique, l'initiative Digital Lëtzebuerg, est intelligent. Mais le temps de deux grossesses plus tard, de quoi a-t-elle vraiment accouché?

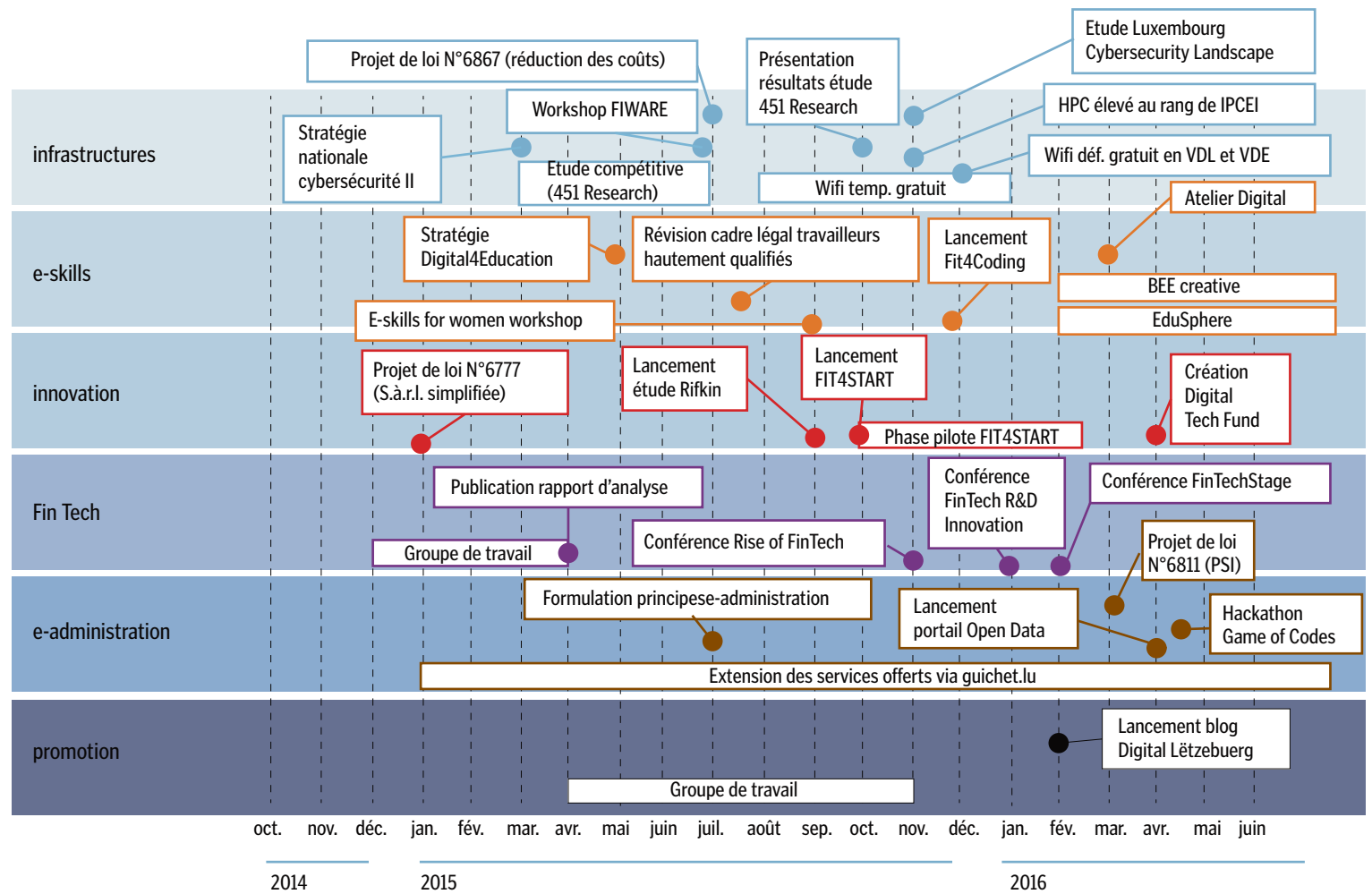
Le moment sera symbolique à plus d'un titre: le 31 mai au Technoport, le Grand-Duc héritier Guillaume remettra leurs diplômes à la première promotion de codeurs passés par WebForce 3-Fit4Coding, la première école de code à avoir vu le jour au Luxembourg. Passés de l'ADEM au monde de l'emploi en quatre mois de formation intensive, ces seize jeunes capables d'écrire des programmes informatiques ne suffiront pas aux besoins de l'économie mais viendront compléter les «blue cards» accordées aux non-Européens pour aider le monde de l'ICT à aller au bout de ses idées.

«J'ai l'impression d'avoir satisfait les besoins en blue card de nos sociétés», analysait en novembre le ministre du Travail, Nicolas Schmit, en marge de l'inauguration de l'école d'**Alain Assouline**, au côté de celui qui a rendu cela possible, le patron de l'Accélérateur de PwC, Laurent Probst. Un projet de loi est pourtant dans les tubes pour permettre à ces non-Européens de rester plus longtemps dans le cadre de ces missions sans avoir à revenir chez eux, signe qu'il faut aller au-delà de la seule délivrance de visas de travail.

L'éducation, une question fondamentale

2.000 nouveaux jobs sont espérés d'ici cinq ans dans ce secteur spécifique. Un centre de compétences sera créé cette année avec la fédération des intégrateurs, la House of training, l'Institut supérieur de l'économie, la Fédération des artisans et le centre de compétences «génie technique» du bâtiment pour y participer.

En novembre prochain, le Luxembourg accueillera aussi un énorme salon du recrutement, le «Digital Plug and Work», autant destiné à connecter diplômés et recruteurs qu'à montrer ce qui se passe au Luxembourg.



Il y a exactement un an, toujours à l'ICT Spring, le ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Claude Meisch, présentait «Digital(4)Education», appuyée sur la plate-forme Edusphere, sur MathemaTIC et sur Bee Creative, pour pousser la même idée de la formation aux métiers du futur par l'éducation. Il faudra à la fois conserver une faculté d'adaptation aux futurs développements technologiques et être patients pour mesurer les effets de ce dispositif sur l'adéquation entre les «ressources» en main d'oeuvre et le marché du travail. D'autant que les statistiques officielles sont régulièrement contestées: les TIC créent-elles de l'emploi ou est-ce un mythe? Et ne sont-elles pas diffusées dans toute une série de métiers regroupés ailleurs que dans les TIC pures, ce qui en rend la lecture compliquée?

De l'université à «Luxembourg, hub de la recherche et l'innovation»

Déjà quatorzième mondiale des jeunes universités, l'Université du Luxembourg atteint logiquement sa maturité. Sa faculté des Sciences, qui a accueilli 1.300 étudiants, tirera aussi le bilan vers le haut. La reconnaissance, en avril, des dix-sept ans de travail d'un de ses professeurs, **Stéphane Bordas**, par Thomson Reuters comme un des 3.000 chercheurs les plus influents au milieu de 9 millions



d'entre eux, en est un des nombreux exemples.

La puissance financière du Fonds national de la recherche sera fondamentale: elle permet d'attirer au Luxembourg les meilleurs chercheurs de la planète sur des sujets spécifiques et indirectement de contribuer au développement de la place comme un haut lieu de recherche et développement.

Cette dernière ambition est un fil rouge pas toujours visible de l'action gouvernementale mais elle est sans conteste à la base d'autres projets. D'infrastructure d'abord. Le Luxembourg se retrouve à la tête d'une rarissime initiative de l'Union européenne, celle qui concerne le HPC ou ordinateur à haute performance, et le gouvernement est prêt à y mettre des moyens financiers, là encore. L'intérêt est évident: avec un superordinateur capable d'effectuer des millions de calculs en même temps, on protège tout à la fois le secteur des data-centers, parmi les mieux cotés de la planète, et on attire les chercheurs qui ont besoin de créer des modèles, que ce soit pour la météo, l'industrie aéronautique ou de l'espace, une industrie financière qui deviendra gourmande en calculs de risques avec les robo-advisors. Ou encore, et c'est là aussi concret, l'industrie automobile avec son campus dans lequel Goodyear et IEE installeront leurs centres de recherche. D'où l'intérêt de poursuivre la «stratégie nationale pour les réseaux à ultra-haut débit», initiée par le gouvernement précédent dont les statistiques sont claires: 94% de taux de couverture en

très haut débit et 96% de couverture de la 4G, politique déclinée dans toutes les communes. Et d'aller plus loin tentant d'alléger les coûts liés au câblage interne des immeubles.



Même si la fiscalité, autre sujet à suivre, change au niveau européen, la «patent box» aura un avenir encore largement à écrire, le temps d'attirer autant d'acteurs majeurs que possible. Souvent vue malheureusement comme farfelue, l'initiative autour des matériaux de l'espace, pas estampillée «Digital Lëtzebuerg», devrait pourtant se concrétiser par l'arrivée des acteurs majeurs au Luxembourg pour leurs activités de recherche. Comme le premier d'entre eux à s'installer au Luxembourg, Deep Space Industries.

Un bouillonnement de rendez-vous

C'est de la capacité à entretenir ce bouillonnement de recherches et d'innovations que viendront les projets des prochaines décennies. Sur cet axe-là, il faut regarder deux choses très différentes. D'un côté, la Digital Lëtzebuerg pilote la création d'outils, comme l'appel au célèbre Jeremy Rifkin pour lancer une «troisième révolution industrielle» - déjà balayée par la quatrième ailleurs - le Digital Tech

Fund, partenariat public-privé très intéressant par l'implication des grands acteurs technologiques établis au Luxembourg, ou encore la future société à responsabilité limitée simplifiée, en discussions depuis 2011 et visiblement compliquée à élaborer, comme l'explique Laurie-Anne Takerkart, avocat chez Bonn and Steichen. De l'autre côté émergent des «scènes». Elles sont liées à l'incubation de start-ups, emmenée par le Technoport à Belval ou le LuxFutureLab de BGL-BNP Paribas. Nyuko et l'incubateur de Paul Wurth s'inscrivent dans cette dynamique. Ou bien elles fédèrent selon une triple thématique: pour les finances, la régulation et l'assurance (FinTech, RegTech et InsurTech). La triple conférence internationale (The Rise of FinTech, FinTech R&D Innovation Conference et FinTech Stage) a rendu naturel et plus fluide le dialogue entre les professionnels, qui disposent même de leur cluster à l'ABBL, par exemple. Et qui se retrouveront dans la LHOFT, la Luxembourg House of Financial Technology) cette année. Les start-ups ne sont plus les ennemis des acteurs établis mais leur prolongement «agile».

Et comme les forces vives de Digital Lëtzebuerg n'ont plus besoin de se consacrer à la présidence de l'UE et le WiFi gratuit à Luxembourg et à Esch-sur-Alzette, 2016 devrait être une plus belle année encore...

Pour relire ce que nous avons écrit sur ces différents thèmes et y ajouter des analyses de spécialistes, lire notre version numérique sur www.wort.lu.